

la maison, défricher tant d'arpents, procurer des animaux aux colons, tels qu'une vache, une couple de porcs, et ainsi de suite, afin qu'ils puissent commencer leur exploitation agricole. C'est une partie du programme qui est encouragé par le gouvernement actuel. Je ne vois pas l'utilité pour moi de continuer une discussion de cette nature.

M. VALLANCE: Puis-je poser une question à l'honorable député?

M. GARLAND (Bow River): Un moment que je finisse cette phrase. J'ai protesté de mille manières, j'ai supplié le ministère de ne pas détruire l'efficacité de ceux qui s'occupaient à l'étranger de surveiller les qualités physiques et mentales des immigrants se proposant de venir au Canada. Je me suis insurgé contre le gaspillage des deniers des contribuables en ce qui concernait certaines politiques d'immigration, contre la dépense annuelle de 3 millions durant trois ans avec le résultat que nous avons perdu 29,422 de nos compatriotes, autant que le nombre des immigrants que nous avons fait venir de l'étranger. Une politique comme celle-là ne devrait plus être tolérée. Tant que la situation économique du Canada n'aura pas été modifiée par une sage législation, tant que l'ordre social et économique du pays n'aura pas été changé, le Gouvernement n'a pas raison de dépenser de l'argent pour amener chez nous des sujets dont quelques-uns peuvent réussir mais qui, pour la plupart, sont un fardeau de plus pour les impôts qui retombent sur les épaules des cultivateurs et que le ministre a rendus encore plus lourds en réduisant celui du revenu. Maintenant, je suis prêt à répondre à la question de mon honorable ami.

M. VALLANCE: Pensez-vous que si nous établissons une famille de cinq cultivateurs sur une terre, nous ne sommes pas justifiés de placer un industriel dans quelque centre urbain de l'est du Canada? L'un ne prend-il pas soin de l'autre?

M. GARLAND (Bow River): Oui.

M. VALLANCE: Alors, nous sommes d'accord.

M. GARLAND (Bow River): Je n'en suis pas sûr.

M. VALLANCE: Sous ce rapport, oui.

M. GARLAND (Bow River): L'honorable député pourra présenter ses observations quand j'aurai terminé. S'il a une question à me poser je lui répondrai, mais je ne veux pas qu'il prononce de discours dans le moment. J'ai à la main une brochure intitulée: *Canada's Population Problem*, publiée par un

expert d'immigration du département, nommé par lui-même, du nom de Charles W. Peterson. M. Peterson est l'éditeur du *Farm and Ranch Review and Western Dairyman*. Cette publication est fortement subventionnée par le Pacifique-Canadien. En réalité, M. Peterson, se fait en grande partie l'écho de la propagande de cette compagnie. A la page 10 de cette brochure nous lisons les lignes suivantes:

Le marché domestique absorbe maintenant 837 millions de dollars de produits agricoles comparativement à 600 millions de notre marché d'exportation. La consommation annuelle par tête d'habitant au Canada est donc de \$87.50. Le cultivateur de l'Ouest, produisant presque exclusivement pour l'exportation, ne reçoit que peu de bénéfices de notre consommation domestique des produits de la ferme, mais si notre population était deux fois plus nombreuse, le marché domestique deviendrait un facteur très important de son commerce.

Jusqu'à présent, c'est très joli.

Maintenant...

M. Peterson prétend avec raison:

...il est à la merci des pays d'outre-mer qui s'efforcent autant que possible, et avec plus ou moins de succès, de diminuer les importations agricoles. En tout temps il pourra se buter contre le mur du tarif, comme cela est arrivé pour ses produits d'animaux sur le marché américain.

Très bien, mais M. Peterson se contredit dans le paragraphe suivant:

Nos cultivateurs, ceux de l'Ouest surtout, craignent souvent l'effet sur les prix du marché d'une plus grande production agricole. La population de plus en plus nombreuse de l'Europe, l'expansion du commerce des produits agricoles avec les millions d'habitants des contrées orientales, en même temps que la demande sans cesse grandissante au Canada de plusieurs des pays d'exportation contrebalanceront aisément toute augmentation de production des denrées fondamentales. Nous n'avons donc pas trop à craindre de ne pouvoir trouver un marché pour n'importe quelle denrée agricole du Canada.

Dans ce paragraphe, il nous avertit de ne pas redouter la possibilité d'une surproduction, et dans le précédent, il nous avait dit sérieusement qu'il est fort dangereux que la politique des pays étrangers diminue notre marché d'exportation. Telle est la sorte de contradiction que nous trouvons dans les arguments de ceux qui regardent le problème de l'immigration d'une manière superficielle, et, sous ce rapport, personne n'est plus remarquable que M. C. W. Peterson, éditeur du *Farm and Ranch Review and Western Dairyman* à moins que nous n'exceptions les fonctionnaires du département eux-mêmes. Pour le moment, c'est tout ce que je désire dire sur cette question. Je désire protester vigoureusement contre la continuation d'une dé-